



Accord-cadre pour la signature d'une convention pour le développement et la structuration de l'enseignement du catalan

— — — —

Acord marc per a la signatura d'un conveni per al desenvolupament i l'estructuració de l'ensenyament del català

Entre

L'Académie de Montpellier, dont le siège est situé au 31 Rue de l'Université, 34000 Montpellier, représentée par Madame Sophie BEJEAN, Rectrice de région académique Occitanie, Rectrice de l'académie de Montpellier Chancelière des universités,

et

La Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, dont le siège est situé au 22 Boulevard du Maréchal Juin, 31400 Toulouse, représentée par Mme Carole DELGA, Présidente,

et

Le Département des Pyrénées-Orientales, dont le siège est situé au 24, quai Sadi Carnot, 66000 Perpignan, représenté par Madame Hermeline MALHERBE, Présidente.

Considérant la volonté réciproque du Rectorat, de la Région et du Département de fixer les modalités de développement et de structuration de l'offre d'enseignement de et dans la langue catalane à tous les niveaux de la scolarité ;

Considérant la réduction constante du nombre de locuteurs catalanophones spontanés dans le département des Pyrénées-Orientales et l'urgence à mettre en place une politique publique d'apprentissage du catalan structurée et concertée destinée à garantir la transmission de la langue catalane aux jeunes générations ;

Convient, au regard des besoins en la matière de signer une convention spécifique pour le développement et la structuration de l'enseignement du catalan dans l'académie de Montpellier.

Fort de ce partenariat, symbolisé aussi par la création commune de l'Office Public de la Langue Catalane (OPLC), les signataires appellent au développement de l'enseignement de et dans la langue catalane et décident de le structurer et de l'étendre en commençant par ce présent accord-cadre dans un partenariat renforcé qui s'inscrit, au-delà de la conjoncture, dans le long terme.

Préambule

L'article 312-10 du code de l'éducation précise que « l'enseignement des langues et cultures régionales est favorisé prioritairement dans les régions où elles sont en usage » et qu'il « peut être dispensé tout au long de la scolarité selon des modalités définies par voie de convention entre l'État et les collectivités territoriales concernées ».

Au cours de ces dernières décennies, malgré les actions entreprises, la pratique spontanée de la langue catalane dans la société présente un recul qui appelle la mobilisation de tous. Pourtant, selon la dernière *Enquête sur les usages linguistiques - Catalogne Nord 2015*, réalisée par le Département, la Direction générale de la politique linguistique de la *Generalitat de Catalunya* et l'Université de Perpignan, plus de 80% des habitants souhaitent que leurs enfants apprennent la langue catalane à l'école. Ces éléments, associés au désir exprimé par les élus et par la population que la pratique de la langue perdure et progresse, conduisent à la signature de ce texte.

Cet Accord-cadre affirme l'intérêt éducatif et sociétal de la transmission scolaire de la langue et de la culture catalanes. Partie intégrante du patrimoine français selon la Constitution (art. 75-1), la langue et la culture catalanes tiennent une place significative dans la construction de la citoyenneté. Patrimoine vivant des Pyrénées-Orientales (Catalogne Nord) la langue catalane est un outil inclusif, de partage pour le territoire au sein de la République française et doit permettre l'ouverture aux autres territoires de l'aire linguistique catalanophone : Andorre ; Catalogne, Communauté valencienne (Pays Valencien), Iles Baléares, partie orientale d'Aragon (Frange d'Aragon), en Espagne ; Alghero (L'Alguer) en Sardaigne, Italie. L'enseignement de la langue catalane contribue à ce titre, dans le cadre des principes et des missions fixés par la République à son école, à l'acquisition du socle commun de connaissances, de compétences et de culture et de façon générale, à l'école, au collège et au lycée, à la réussite des élèves.

Les signataires entendent donc conjuguer leurs efforts pour soutenir et développer l'enseignement de et dans la langue catalane dans le département des Pyrénées-Orientales (Catalogne Nord)¹, territoire frontalier de l'Espagne et de l'Andorre, où la langue est d'usage courant et bénéficie de statuts d'officialité. Dans cette même dynamique, les échanges transfrontaliers devront être amplifiés et toujours facilités afin de concourir au développement de l'enseignement de et dans la langue catalane.

Parallèlement, la création de l'Office Public de la Langue Catalane permet de rassembler l'ensemble des acteurs œuvrant au service de l'enseignement, du développement et de l'usage régulier de la langue catalane. État, collectivités, scientifiques et associations ont fait le choix de se regrouper et de gérer ensemble ce premier dispositif au service d'une politique linguistique en faveur de la langue catalane.

C'est dans cette perspective que s'inscrit la rédaction d'une convention spécifique pour le développement de l'apprentissage de et dans la langue catalane à l'école, au collège, au lycée puis vers l'enseignement supérieur. Cette convention doit être l'axe d'une politique linguistique forte, structurée et partagée. Le présent Accord-cadre constitue le premier engagement vers la signature.

Titre 1 - Les domaines du partenariat

Article 1 – Une volonté partagée : accroître le nombre de locuteurs et favoriser l'enseignement du catalan

Dans le cadre d'actions concertées en vue d'accroître le nombre de locuteurs catalanophones dans le département des Pyrénées-Orientales (Catalogne Nord), tous les acteurs publics se sont réunis pour créer une plateforme commune sous forme d'un Groupement d'intérêt public : l'Office Public de la Langue Catalane. En associant l'État, les collectivités territoriales, l'Université et le monde associatif, c'est une dynamique commune historique qui est engagée en faveur de la langue.

Aujourd'hui, tous les acteurs publics se prononcent donc favorablement pour le développement de l'emploi de la langue, de sa diffusion et de sa valorisation.

Dans le domaine de l'enseignement, la signature de cet Accord-cadre par le Rectorat, la Région et le Département, puis de la Convention spécifique qui en découlera, matérialiseront cette volonté partagée.

Article 2 – Le contenu de la Convention spécifique

La Convention spécifique devra comporter différents axes de travail, notamment :

- la question des ressources humaines, en particulier le recrutement et la formation des personnels d'encadrement, des personnels enseignants, des intervenants, des assistants, etc. ;

¹ Le territoire défini pour la réalisation de la future convention est l'aire catalane de l'académie de Montpellier, à savoir la zone catalanophone du département des Pyrénées-Orientales (à l'exception des Fenouillèdes) situé au sein de la région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée. Les établissements scolaires des communes du Fenouillèdes qui le souhaitent peuvent toutefois être associés aux mesures et dispositifs de développement de l'enseignement du catalan.

- le développement de l'offre d'enseignements par bassins et parcours éducatifs afin de faciliter en particulier la continuité et la création de cursus bilingues sur les territoires ;
- le développement d'outils pédagogiques adaptés et l'accès à des outils existants dans d'autres territoires et régions catalanophones et en lien avec Canopé.

Titre 2 – La méthode

Article 3 – Lancement d'un diagnostic partagé

L'OPLC s'engage à lancer un diagnostic sur l'offre et l'accessibilité de l'enseignement de et dans la langue catalane en partenariat avec l'Education Nationale, les collectivités territoriales, l'Université, l'enseignement privé et les associations concernées.

Article 4 – Un calendrier

L'OPLC s'engage à lancer le diagnostic en 2022. La rédaction puis la signature de la Convention spécifique sont programmées pour le second semestre 2022.

Le comité de pilotage se réunira tous les trimestres.

Article 5 – Le pilotage et le suivi

Seul établissement public à réunir tous les acteurs de la langue catalane, l'Office Public de la Langue Catalane est mandaté par les membres signataires pour assurer l'animation et le suivi nécessaire à l'élaboration de ladite convention.

La Convention spécifique se déclinera en un plan pluriannuel posant des objectifs sur une période globale de dix ans avec un comité de suivi réuni annuellement.

L'OPLC s'engage à s'assurer de l'exécution des engagements de la Convention et de mettre en œuvre des indicateurs réguliers de suivi, notamment avec son conseil scientifique.

Article 6 – Les objectifs attendus : « le catalan partout et pour tous » ceux et celles qui le souhaitent

L'objectif attendu est d'accroître le nombre et le niveau des locuteurs actifs de langue catalane en favorisant l'enseignement de et dans la langue catalane dans toutes ses modalités à l'école, au collège et au lycée, en particulier l'enseignement bilingue français-catalan.

L'offre d'enseignement de et en langue catalane sera favorisée dans les différentes modalités de l'enseignement public (dont enseignement agricole) et de l'enseignement privé (dont établissements associatifs).

De manière générale, il s'agit de faire de la convention un levier pour favoriser et développer l'apprentissage du catalan.

Pour cela, et dans un contexte de mise en commun de moyens et de compétences entre les parties signataires, la future convention aura pour objet de fixer les modalités de développement et de structuration de l'offre d'enseignement de et dans la langue catalane à tous les niveaux de la scolarité.

Pour cela, les signataires s'engagent à rendre l'offre d'enseignement de et dans la langue catalane opérationnelle sur tout le territoire afin d'en garantir l'accès à tous les élèves et aux familles qui le souhaitent.

Article 7 – Engager une réflexion sur l'usage du catalan

En complément, il s'agit d'engager une réflexion globale sur l'emploi de la langue catalane dans la société, sur les motivations de son apprentissage. De manière générale, il faudra répondre à la question « Le catalan, une langue pourquoi et pour quoi faire ? » Cela fera l'objet d'un débat au sein de l'OPLC.

Entre

L'Académie de Montpellier, amb seu a 31 Rue de l'Université, 34000 Montpellier, representada per la senyora Sophie Bejean, rectora de l'Acadèmia de Montpellier,

i

La Region Occitanie / Pyrénées–Méditerranée, amb seu a 22 Boulevard du Maréchal Juin, 31400 Tolosa, representada per la senyora Carole Delga, presidenta,

i

El Département des Pyrénées-Orientales, amb seu a 24, Quai Sadi Carnot, 66000 Perpinyà, representat per la senyora Hermeline Malherbe, presidenta.

Considerant la voluntat comuna del Rectorat, la Regió i el Departament de fixar les modalitats de desenvolupament i d'estructuració de l'oferta d'ensenyament de la llengua catalana i de l'ensenyament en llengua catalana a tots els nivells de l'escolaritat;

Considerant la reducció constant del nombre de catalanoparlants espontanis al departament dels Pirineus Orientals i la urgència d'implantar una política pública d'aprenentatge del català estructurada i concertada destinada a garantir la transmissió de la llengua catalana a les joves generacions;

Acorden, respecte a les necessitats en la matèria, signar un conveni específica per desenvolupar i estructurar l'ensenyament del català a l'Acadèmia de Montpellier.

Basant-se en aquest partenariat, simbolitzat també per la creació comuna de l'Oficina Pública de la Llengua Catalana (OPLC), els signataris fan una crida per desenvolupar l'ensenyament de i en la llengua catalana, i decideixen estructurar-lo i estendre'l començant per aquest acord marc en un partenariat reforçat a llarg termini, més enllà de la conjuntura actual.

Preàmbul

L'article 312-10 del codi de l'educació especifica que «l'ensenyament de les llengües i cultures regionals es fomenta prioritàriament a les regions on aquestes s'utilitzen» i que es «pot dispensar al llarg de tota l'escolaritat segons les modalitats definides mitjançant una convenció entre l'Estat i les col·lectivitats territorials concernides».

En el decurs de les darreres dècades, malgrat les accions empreses, la pràctica espontània de la llengua catalana a la societat experimenta una regressió que fa necessària la mobilització de tothom. Tanmateix, segons la darrera Enquesta d'usos lingüístics a la Catalunya del Nord 2015, realitzada pel Departament, la Direcció General de Política Lingüística de la Generalitat de Catalunya i la Universitat de Perpinyà, més del 80 % dels habitants volen que llurs infants aprenguin la llengua catalana a l'escola. Aquests elements, juntament amb la voluntat que la pràctica de la llengua perduri i progressi, expressada pels elegits i per la població, porten a la naturalesa d'aquest text.

L'acord marc corrobora l'interès educatiu i social de la transmissió escolar de la llengua i de la cultura catalanes. Com a part integrant del patrimoni francès segons la Constitució (art. 75-1), la llengua i la cultura catalanes ocupen un lloc significatiu en la construcció de la ciutadania. Patrimoni vivent dels Pirineus Orientals (Catalunya Nord), la llengua catalana és una eina inclusiva, d'intercanvi per al territori al si de la República Francesa i ha de permetre l'obertura als altres territoris de l'àrea lingüística catalanoparlant: Andorra; Catalunya, Comunitat Valenciana (País Valencià), Illes Balears, part oriental d'Aragó (Franja de Ponent), a Espanya; Alghero (L'Alguer) a Sardenya, Itàlia. Per aquesta raó, en el marc dels principis i les missions fixades per la República a la seva escola, l'ensenyament de la llengua catalana contribueix a l'adquisició del sòcol comú de coneixements, de competències i de cultura, i de manera general, a l'escola, al col·legi i al liceu, contribueix a la reeixida dels alumnes.

Així, els signants entenen conjugar llurs esforços per sostenir i desenvolupar l'ensenyament de i en la llengua catalana al Departament dels Pirineus Orientals (Catalunya Nord), territori fronterer amb Espanya i Andorra, on la llengua és d'ús habitual i és llengua oficial. Segons aquesta mateixa dinàmica, sempre s'hauran d'amplificar i facilitar els intercanvis transfronterers per tal de concórrer al desenvolupament de l'ensenyament de i en la llengua catalana.

Paral·lelament, la creació de l'Oficina Pública de la Llengua Catalana permet agrupar el conjunt d'actors que treballen al servei de l'ensenyament, del desenvolupament i de l'ús habitual de la llengua catalana. Estat, col·lectivitats, científics i associacions han decidit agrupar-se i gestionar conjuntament aquest primer dispositiu al servei d'una política lingüística a favor de la llengua catalana.

Amb aquesta perspectiva es redacta una conveni específica per desenvolupar l'aprenentatge de i en la llengua catalana a l'escola, al col·legi, al liceu i després vers l'ensenyament superior. Aquesta convenció ha de ser l'eix d'una política lingüística forta, estructurada i compartida. L'acord marc constitueix el primer compromís cap a la signatura.

Títol 1 – Dominis del partenariat

Article 1 – Voluntat compartida: augmentar el nombre de parlants i afavorir l'ensenyament del català

En el marc d'accions concertades per tal d'augmentar el nombre de catalanoparlants al departament dels Pirineus Orientals (Catalunya del Nord), tots els actors públics s'han reunit per crear una plataforma comuna en forma d'agrupació d'interès públic: l'Oficina Pública de la Llengua Catalana. Associant l'Estat, les col·lectivitats territorials, la universitat i el món associatiu, s'ha engegat una dinàmica comuna històrica compromesa a favor de la llengua.

Avui dia, doncs, tots els actors públics es manifesten favorables a desenvolupar l'ús, la difusió i la valoració de la llengua.

En el camp de l'ensenyament, la signatura d'aquest acord marc entre el Rectorat, la Regió i el Departament, conjuntament amb la convenció específica que n'emana, materialitzaran aquesta voluntat compartida.

Article 2 – Contingut de la convenció específica

La convenció específica constarà de diversos eixos de treball, en particular:

- els recursos humans, especialment la contractació i la formació del personal d'enquadrament, professorat, intervinents, assistents, etc.;
- el desenvolupament de l'oferta d'ensenyament per territoris i recorreguts educatius per tal de facilitar en particular la continuïtat i la creació de línies d'ensenyament bilingües als territoris;
- el desenvolupament d'eines pedagògiques adaptades i l'accés a eines ja existents en altres territoris i regions catalanoparlants i en relació amb la xarxa Canopé.

Títol 2 – Mètode

Article 3 – Diagnòstic compartit

L'OPLC es compromet a llançar un diagnòstic sobre l'oferta i l'accessibilitat de l'ensenyament de i en la llengua catalana en partenariat amb l'Educació Nacional, les col·lectivitats territorials, la universitat, l'ensenyament privat i les associacions concernides.

Article 4 – Agenda

L'OPLC es compromet a llançar el diagnòstic en 2022. La redacció i la consegüent signatura de la convenció específica es programen per al segon semestre del 2022.

El comitè de pilotatge es reunirà cada trimestre.

Article 5 – Pilotatge i seguiment

L'Oficina Pública de la Llengua Catalana, únic establiment públic que reuneix tots els actors de la llengua catalana, és nomenada mandatària pels membres signants per garantir l'organització i el seguiment necessaris per a l'elaboració de la convenció esmentada.

La convenció específica es desenvoluparà en un pla plurianual que posarà objectius per a un període global de deu anys amb un comitè de seguiment que es reunirà anualment.

L'OPLC es compromet a assegurar-se que s'executen els compromisos de la convenció i a aplicar indicadors regulars de seguiment, especialment amb el consell científic.

Article 6 – Objectius esperats: «el català per tot arreu i per a tothom» aquells i aquelles que ho desitgin

L'objectiu esperat és ampliar el nombre i el nivell dels parlants actius de la llengua catalana afavorint l'ensenyament de i en la llengua catalana en totes les seves modalitats a l'escola, al col·legi i al liceu, i en particular l'ensenyament bilingüe francès-català.

S'afavorirà l'oferta d'ensenyament de i en la llengua catalana en les diverses modalitats de l'ensenyament públic (inclosos l'ensenyament agrícola) i de l'ensenyament privat (inclosos els establiments associatius).

De manera general, es tracta de convertir la convenció en un estímul per afavorir i desenvolupar l'aprenentatge del català.

Per a això, i en un context de posada en comú de mitjans i de competències entre les parts signants, la futura convenció tindrà com a objecte fixar les modalitats per desenvolupar i estructurar l'oferta d'ensenyament de i en la llengua catalana a tots els nivells de l'escolaritat.

Amb aquest objectiu, els signants es comprometen a fer operativa l'oferta d'ensenyament de i en la llengua catalana a tot el territori per tal de garantir-ne l'accés a tots els alumnes i a les famílies que ho desitgin.

Article 7 – Reflexió sobre l'ús del català

Com a complement, es vol incitar a una reflexió global sobre la utilització de la llengua catalana en la societat i sobre les motivacions per aprendre-la. De manera general, caldrà respondre a la pregunta «El català, una llengua per què? i per fer què?». Això serà objecte d'un debat al si de l'OPLC.

Fait à Perpignan, en français et en catalan, le 22 juin 2022.

Fet a Perpinyà, en francès i en català, el 22 de juny 2022.

Carole DELGA

Présidente de la Région
Occitanie / Pyrénées-Méditerranée

Hermeline MALHERBE

Présidente du Département
des Pyrénées-Orientales

Sophie BEJEAN

Rectrice de région académique Occitanie
Rectrice de l'académie de Montpellier
Chancelière des universités